

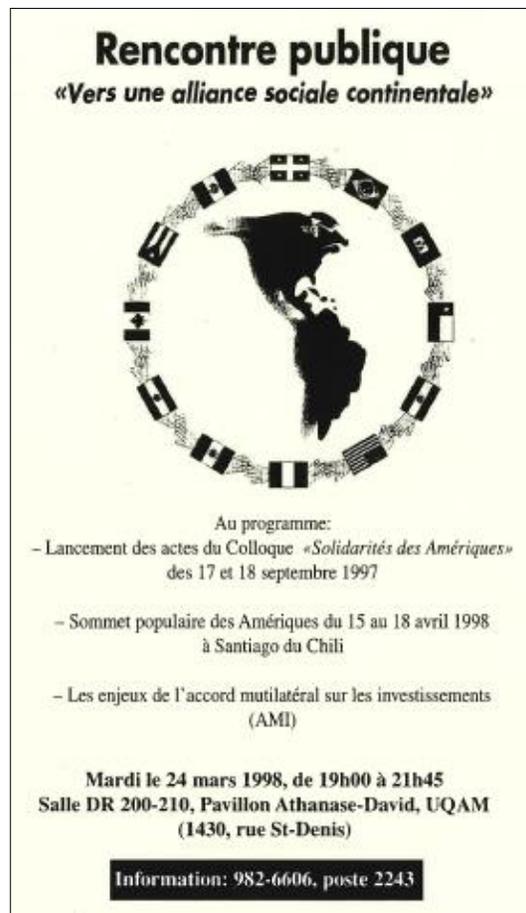
LUTTE CONTRE LA ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE DES AMÉRIQUES (ZLÉA)

Contexte

L'objectif central du projet de Zone de Libre-Échange des Amériques (ZLÉA) est la mise en place d'une zone de libre-échange sur l'ensemble du continent américain. Inspiré de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), ce projet est fortement critiqué, notamment parce qu'il a été négocié à huis clos, à l'écart des élus et des organisations de la société civile. L'expérience de l'ALÉNA donne à penser qu'un accord de libre-échange d'une telle envergure produirait peut-être une plus grande richesse mais n'assurerait en rien la répartition équitable de cette dernière. La méfiance est justifiée : suite à la mise en œuvre de l'ALÉNA, les milliardaires se sont multipliés, mais la pauvreté a continué de croître et de s'étendre.



Dépliant proposé lors du colloque_RQIC_1997_Crédit :AQOCI



Dépliant proposé lors du colloque_RQIC_1998_Crédit : AQOCI

Le projet de ZLÉA privilégie l'intégration économique et le libre-échange au détriment d'autres objectifs comme la protection et le renforcement de la démocratie, l'éradication de la pauvreté et de la discrimination, et la promotion du développement durable et de la protection de l'environnement (Vaillancourt, 2001).



L'AQOCI dépose un mémoire contre la ZLÉA -2000

Peu à peu, à travers le continent, les critiques face à la ZLÉA commencent à fuser et l'opposition s'organise. En 2000, l'AQOCI dépose un mémoire auprès de la Commission des institutions de l'Assemblée nationale du Québec, afin de donner son avis et de faire part de ses préoccupations face au projet de création de la ZLÉA. L'Association soutient notamment « qu'une intégration de tout l'hémisphère n'est valable que si elle permet de faire retomber, sur l'ensemble des populations, les bienfaits de la richesse produite par les multinationales », ce qui ne serait pas le cas pour le projet de ZLÉA.¹

Le deuxième Sommet des Peuples des Amériques se déroule à Québec Avril 2001

En avril 2001 a lieu le deuxième Sommet des Peuples des Amériques dans la ville de Québec. Ce sommet a été convoqué par des groupes et des organisations sociales des Amériques qui s'opposent à la ZLÉA. L'Alliance sociale continentale (ASC), le réseau canadien « *Common Frontiers* » et le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), dont l'AQOCI est membre fondatrice, organisent ce sommet.

La réflexion engagée lors du Sommet des Peuples débouche sur la mise en place de vastes campagnes nationales

d'information, de sensibilisation et d'éducation sur le projet de ZLÉA. L'objectif est de montrer le manque de transparence et le caractère profondément antidémocratique du projet.



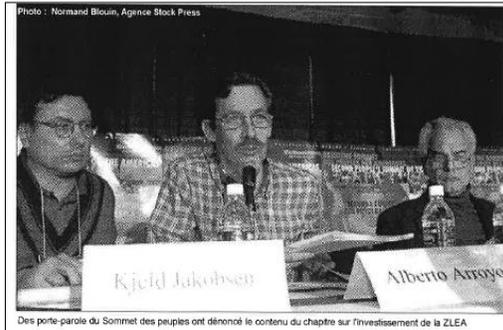
Une consultation populaire sur la ZLÉA dans les Amériques: la « *Consulta* » 2001

Octobre 2001 se présente comme un moment-clé dans la mobilisation continentale contre la ZLÉA. Lors de la réunion du « *Comité operativo* » de l'ASC, au Brésil, les organisations participantes décident d'organiser une campagne continentale contre la ZLÉA. Il s'agit principalement d'organiser une consultation populaire (« *consulta* », en espagnol), précédée d'une campagne d'information et de formation dont la forme et le contenu seront adaptés aux situations particulières prévalant dans chaque pays.

La consultation comporte donc deux volets : un volet de formation des militantes et des militants et de sensibilisation du grand public, et un volet « vote » appelant la population à se prononcer, dans le cadre d'un référendum populaire, pour ou contre le projet de ZLÉA.

C'est au Brésil que démarre la *Consulta*. Par la suite, des mobilisations contre la ZLÉA sont organisées en Équateur, au

Salvador, en Uruguay, en Colombie, en Bolivie, aux États-Unis, au Costa Rica, au Mexique, en Haïti et au Pérou, entre autres pays.²



Des porte-parole du Sommet des peuples dénoncent le contenu du chapitre sur l'investissement de la ZLEA_2001_Crédit : AQOCI

La « *Consulta* » au Québec 2002-2003

Entre 2002 et 2003, plus de 10 000 personnes participent aux différentes activités organisées sur la ZLEA au Québec (RQIC, 2004): soirées, soupers, 5 à 7, séances de formation, etc. Une vingtaine d'organisations nationales soutiennent le travail de centaines d'organisations et de groupes au niveau local, contribuant à faire un succès de cette mobilisation.



Manifestation dans les rues de Montréal contre l'intégration du Canada au ZLEA_2001_Crédit : AQOCI

Lancement



Consulta au Québec sur la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA)

Le 30 octobre à partir de 19h00



Présentations

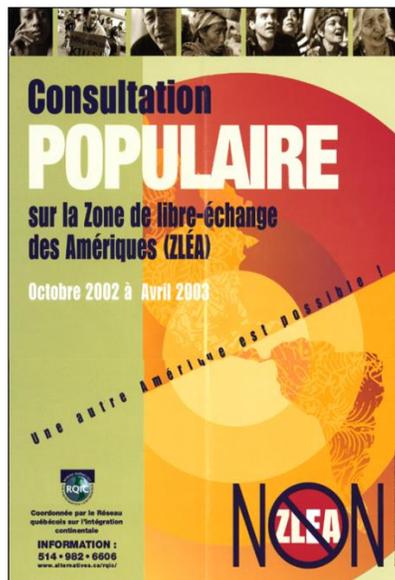
Musique

au Kola Note - 5240 Ave. du Parc

entrée libre

Information: 982-6606, postes 2229/2243

Au Québec, la « *Consulta* » ne se limite pas à sonder les membres des organisations de la société civile. Les Québécoises et les Québécois décident également d'exprimer leur rejet de la ZLEA et exigent du gouvernement canadien qu'il agisse en conséquence. Plus de 60 000 personnes indiquent clairement qu'elles sont défavorables, à plus de 93%, à ce que le gouvernement canadien souscrive au projet de Zone de Libre-Échange des Amériques (RQIC, 2004). Et c'est à plus de 95% que ce vote citoyen exige du gouvernement qu'il ne signe aucun accord sans que celui-ci n'implique une adhésion réelle à des valeurs comme la transparence, la démocratie, le bien commun, le respect de l'environnement et des droits humains et l'égalité entre les femmes et les hommes.



Dépliant remis lors de la consultation populaire du RQIC_2002_Crédit : AQOCI

Pour sa part, l'AQOCI invite ses membres à s'impliquer activement dans la « *Consulta* ». En effet, lors de l'Assemblée générale annuelle (AGA) de juin 2003, les membres de l'AQOCI décident de participer à cette consultation populaire. La proposition adoptée par l'AGA constitue par le fait même son vote « contre » (AQOCI, 2004). Suivre l'évolution du projet de ZLÉA et maintenir les membres à jour deviennent des priorités pour l'AQOCI. L'Association élabore des outils de formation à l'intention de ses membres afin d'informer, de former et de faire comprendre les conséquences possibles d'un tel accord pour le continent.

Les luttes contre la ZLÉA, un exemple de solidarité pour l'avenir

Au niveau continental, l'engagement et la participation de la société civile face à cet enjeu sont remarquables. S'il n'est pas certain que cette grande vague de mobilisation constitue le facteur clé ayant mené à l'échec de la ZLÉA, elle aura certainement eu un poids important.



La lutte contre la ZLÉA aura démontré que la société civile est une actrice qui doit être prise en compte ; cette expérience de lutte et de solidarité aura également contribué à renforcer la légitimité sociale et politique de la société civile.

D'autres défis comme le Partenariat transpacifique (PTP) se posent maintenant. En juin 2015, les trois quarts des Canadiens n'avaient jamais entendu parler de ce partenariat, selon un sondage de la firme *Environics* réalisé pour le Réseau pour un commerce juste (RCJ) et le Réseau québécois sur l'Intégration continentale (RQIC). La mobilisation contre le PTP se poursuit.

¹ AQOCI, 2000

² Brunelle, 2004